

LA RENTRÉE SOCIALE SELON M. A. BENHAMOUDA

# « Concilier les intérêts du pays et ceux des travailleurs »

L'Observateur : Quel regard jetez-vous sur cette nouvelle rentrée sociale ?

**A. Benhamouda :** Nous sommes inquiets, très inquiets, et pour plusieurs raisons. Nous avons tracé un programme après notre huitième Congrès fin juin 1990, programme/bilan de juin à juin. Arrivait ensuite la période de la "récolte" pour finaliser les accords entre l'UGTA et le Gouvernement avec une réunion tripartite programmée pour le 2 juin, pour évaluer les deux premières réunions. C'était pour sortir du malaise. On s'attendait à réaliser l'échelle mobile des salaires.

Il y a des problèmes dans le monde du travail. Cette réunion devait mettre au point des mécanismes définitifs.

L'échelle mobile des salaires, c'était prévu ?

Oui, c'était prévu. Mais les événements qu'a connus le pays ont fait que depuis quatre mois il y a un vide. Comment l'expliquer ? D'abord, la démission du Gouvernement précédent et la nomination d'un nouveau Chef du Gouvernement, avec plus d'un mois pour sa constitution et la présentation de son programme à l'APN... Il y a eu ensuite toutes les consultations avec les partis.

Pendant quatre mois, l'économie, le monde du travail, les entreprises ont été vraiment délaissés, abandonnés donc.

Nous avons un Gouvernement qui parle de la paix civile mais personne ne parle de paix sociale.

Mais l'UGTA dans cette conjoncture n'a pas été associée aux consultations ?

L'UGTA se trouve dans une position difficile. Pourquoi d'abord au tout début des événements on n'a trouvé personne pour faire face à la situation ?

D'ailleurs le pays a frôlé la guerre civile. Après le 5 Juillet quand l'état de siège a été banalisé, quand on a commencé à discuter, on entendait les gens dire, il faut lever l'état de siège pour solutionner la crise, mais personne n'a dit que l'on était déjà en crise bien avant ces événements de juin.

Concernant les législatives, on avance que les élections pourraient régler le problème politique avec également les présidentielles.

Nous, en tant qu'organisation syndicale on sait très bien que le problème politique ce n'est pas les législatives et les présidentielles qui vont le régler pour la simple raison que d'abord on a un Gouvernement de transition. On en aura forcément un autre après les élections, et connaissant le paysage politique (on ne sait pas comment se présentera la nouvelle Assemblée), on peut dire néanmoins qu'aucun parti ne sera majoritaire. C'est du moins ce qu'indiquent les sondages.

Donc le prochain Gouvernement sera une coalition de plusieurs partis. Notre inquiétude c'est qu'on peut se trouver face à une autre crise politique parce que le Gouvernement c'est aussi des luttes partisans. Ainsi, le prochain Gouvernement qui sortira des élections peut très bien se

trouver dans l'impasse le mois de juin. Je pose la question : que peut faire l'actuel Gouvernement d'ici la fin de l'année et que peut faire le prochain en six mois ? Ce n'est pas pour être pessimiste, mais 1992 sera difficile. Donc les législatives et les présidentielles anticipées ne peuvent régler le problème politique que si on a les pieds sur terre.

A propos des partis politiques et du Gouvernement, pensez-vous que l'opposition a suffisamment évoqué les problèmes du monde du travail ?

Justement, j'allais en parler. On a donc fait une trêve à cause de cela. Tant que le débat est politique, on s'attendait à ce que l'on aborde le problème que risque de connaître le pays. Et à propos de cette rencontre et à l'exception de quelques partis, c'étaient des revendications syndicales. Ils disent par exemple que la situation de l'économie est catastrophique, ensuite ils demandent à ce que l'Etat finance leur campagne électorale, leur donne des moyens, c'est ça notre inquiétude.

Moi je parle de la logique, de la cohérence du discours. On a l'impression qu'ils sont sur une autre planète. Par exemple, on soutient que l'économie ne tourne qu'à 30% et on parle de pléthore, donc on suggère indirectement des compressions d'effectifs. Par ailleurs, le même discours revendique la réintégration des travailleurs licenciés. Troisièmement, on parle de la réintégration des travailleurs avec acharnement et on réclame une décision politique, mais personne ne parle des licenciés de façon générale, avant, pendant la grève et maintenant. Voilà qui nous donne les raisons d'être inquiets... Ces gens-là visiblement ne sont pas venus défendre les masses pour gérer le pays convenablement, mais ils veulent exploiter les faits comme carte politique et en même temps ils parlent d'Etat de droit. Ils oublient que la décision politique ne peut pas se faire dans un Etat de droit. La décision politique ne peut intervenir que si les choses se clarifient... Nous, on défend pour l'instant la maison et pas encore l'opprimé. Celui qui commet l'injustice est censé être fort puissant, la victime est faible, elle a besoin d'une couverture de la part de l'Etat. Celui qui aspire à gouverner ne pourra pas défendre les faibles quand il sera au pouvoir s'il ne l'a pas fait aujourd'hui, même en paroles.

Dans ces conditions toute la difficulté pour l'UGTA est de réagir et donc peut être de donner des cartes de spéculations pour d'autres, qui peuvent, malgré les difficultés du pays, dire de nous qu'on veut l'agitation... On refuse la surenchère.

Donc une certaine réserve de la Centrale pour éviter les faux débats. Mais au niveau de la base c'est-à-dire de l'entreprise il y a eu des actions pour défendre les travailleurs.

Et sans tambours ni trompettes ! On a défendu les travailleurs licenciés en tant que tels. Indépendamment du politique. On a défendu ce qu'il y a derrière le travailleur, c'est-à-dire ces familles qui

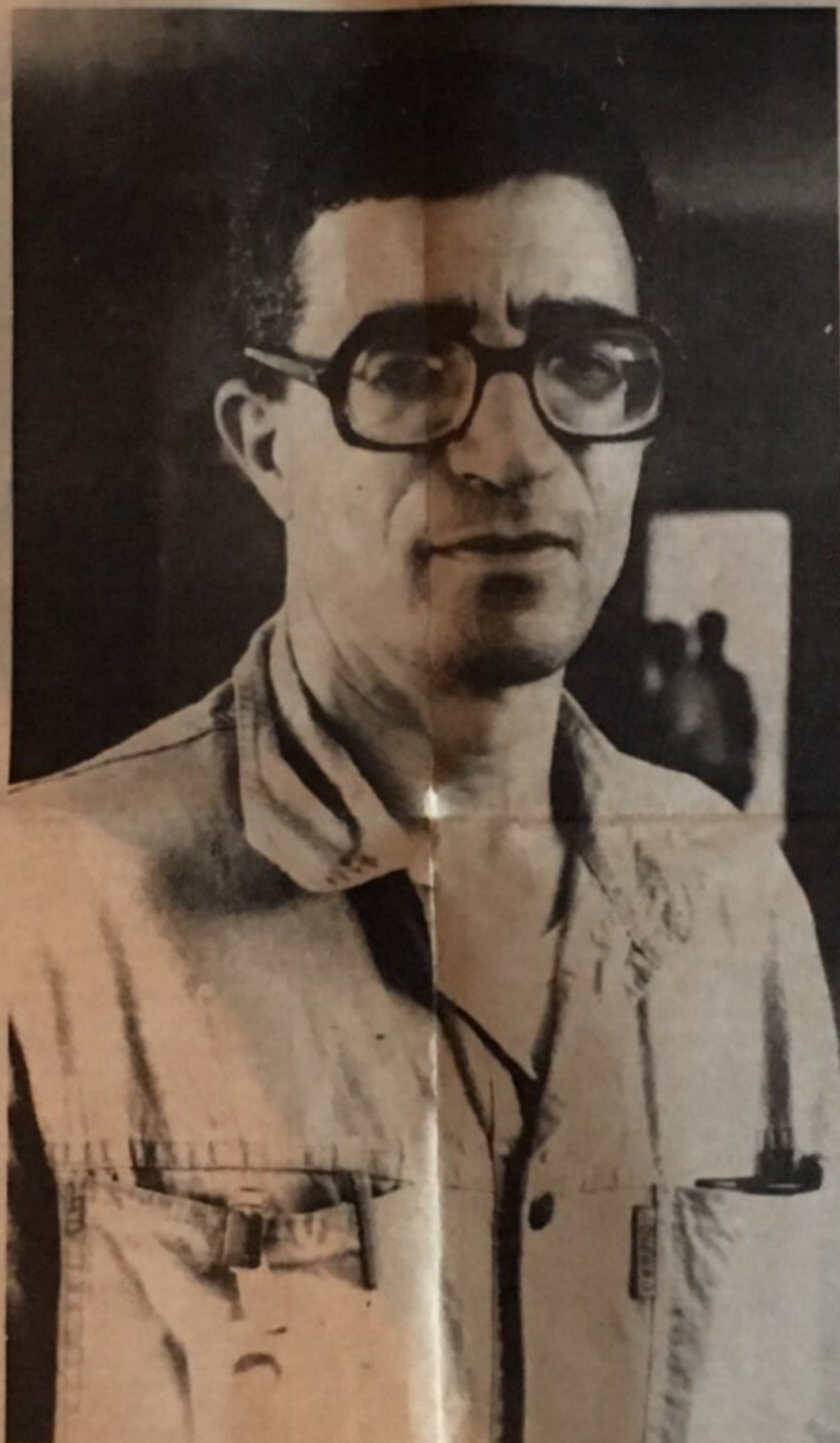
seront privées de revenus. Licencier un travailleur, c'est sanctionner une famille. On fait ce qu'il y a lieu de faire et d'ailleurs je défie quiconque de dire j'ai réintégré un travailleur, parce que tout le monde tient ce discours. On a des milliers de travailleurs licenciés, certains avec décisions de justice, et dont personne ne parle. Ça date d'avant les événements. Voilà de quoi être inquiets. Les partis vont dire qu'il faut appliquer les décisions de justice mais quand ils parlent de ceux licenciés après les événements ils réclament une décision politique. Enfin, il y a quelque chose qui ne va pas. Il y a quelque deux cent mille emplois menacés d'ici décembre et dont personne ne parle.

Dans tous les secteurs ?

200 000 peut-être plus. On ne veut pas alarmer. Je parlais de 92 parce que le problème de ces emplois se posera en 92. Il faut réfléchir à des solutions dans l'immédiat car d'ici-là il risque d'être tard. Nous sommes inquiets parce qu'en décembre on peut avoir deux cent mille autres emplois en danger. La question est simple. Une relance économique en situation de chômage est-elle possible ? Non, nous ne le pensons pas. La relance nécessite la consommation. Et là, j'arrive à la stabilité, la paix sociale sans laquelle il ne peut y avoir de paix civile. Dans ce type de discussion, il y a une arrière-pensée idéologique, politique. On discute de la rentrée sociale mais on oublie les conséquences qui peuvent venir après la rentrée. Il peut y avoir vers septembre-octobre une rentrée stable mais cela ne suffit pas. Ce qui nous intéresse c'est les vrais problèmes économiques. Il y a des partis qui veulent moraliser la société, mais pour moi le problème c'est l'injustice et la hogra. On n'arrive pas à sensibiliser, à mobiliser, à motiver les masses si ces dernières vivent l'injustice. L'injustice et la hogra sont là. Par exemple une entreprise parle du chômage technique et de la pléthore parce que le chômage technique c'est la première étape ; la suivante c'est la compression, la troisième (on ne la souhaite pas), c'est la fermeture tout court. D'un autre côté, il y a l'importation de voitures, de meubles au moment où l'entreprise est confrontée à un problème d'équipement. Nous avons par exemple 40 000 camions, 10 000 bus en panne pour les pièces de rechange et on importe des voitures luxueuses, c'est l'agression et l'injustice. Si on n'arrête pas ces injustices, on ne pourra pas dire que ça marchera. Une situation qu'on ne peut pas ignorer quelle que soit notre sensibilité politique.

Ces données sur la situation, c'est aussi toute la difficulté pour toute action de l'UGTA.

Bien sûr, bien sûr ! Pourquoi, parce que jusqu'à preuve du contraire on ne prétend pas au pouvoir, nous sommes un syndicat contre pouvoir mais qui n'accède pas au pouvoir. Nous ne sommes pas des décideurs mais nous voulons faire de l'UGTA une force de propositions, une organisation revendicative c'est une organisation qui



**Une rentrée sociale qu'on annonce chaude, les traces des événements de juin sont là à l'instar de l'état de siège. Le pouvoir d'achat subit une érosion accélérée. Et que peuvent les travailleurs dans cette période difficile gérée par un Gouvernement de transition ? L'UGTA, incontournable, se dit en trêve, mais pas illimitée. L'intérêt du pays d'accord, mais ceux des travailleurs aussi. Son Secrétaire général, Abdelhak Benhamouda, analyse la situation avec beaucoup d'inquiétude.**

propose. Par exemple, nous défendons le pouvoir d'achat des travailleurs mais on ne dépasse pas l'enveloppe. Si le pays a 1 000 dinars nous revendiquons dans ces limites et même moins que ça.

Vous tenez compte des capacités du pays. C'est aussi une position délicate pour la Centrale. Le pouvoir d'achat en dégradation et en face vous avez un Gouvernement transitoire dans une

conjoncture particulière.

La centrale a-t-elle une démarche particulière ?

Une précision d'abord. La difficulté ne touche pas directement l'UGTA mais plutôt le pays qui est en difficulté et plus particulièrement les travailleurs. Nous sommes inquiets parce que nous sommes les représentants de cette couche la plus importante de la société.

Nous avons un cahier de revendications qu'on ne change pas. Seulement ce qui peut changer c'est le classement des priorités parce que, en tant que nationalistes, on ne peut pas ignorer les difficultés que connaît le pays.

On voudrait parvenir à une formule, une conciliation des intérêts du pays et ceux des travailleurs. Dans notre analyse, c'est impossible de réaliser une relance économique avec le chômage. Il faut la consommation, donc un pouvoir d'achat, donc la préservation de l'emploi. Parmi nos revendications figure l'assainissement financier des entreprises. Il ne suffit pas d'injecter de l'argent du Trésor public ou d'éponger les dettes. Il y a une situation.

Nous sommes en train de revendiquer les créances des entreprises (ce dont personne ne parle) avec le Trésor public. Mais pour parvenir à un assainissement des entreprises, il faut faire émerger les entreprises qui ne sont pas déficitaires. Elles existent. Il ne faut pas que les travailleurs pensent que toutes les entreprises qui les emploient sont déficitaires.

Elles sont nombreuses ces entreprises qui marchent bien ?

Je ne peux pas vous avancer des données précises, des chiffres, mais nous savons que ces entreprises existent. On a fait un échantillon, on trouve des entreprises en situation de naufrage, d'autres plus ou moins équilibrées et puis d'autres qui n'avaient pas de problèmes. D'autre part, les entreprises de réalisation ou de production, le problème fondamental est celui du prix administré. C'était des entreprises étatiques. Et puis, il faut faire une évaluation objective de la situation.

Jusqu'à 79/80, il y avait un mode de développement des investissements, puis est venue la restructuration. Des militants de l'UGTA l'ont soutenue avec le souci de l'intérêt de l'entreprise, mais de la façon dont a été appliquée cette restructuration qui a été un séisme national, elle a fait perdre le capital-expérience. L'entreprise qui avait une maîtrise dans un secteur ou une branche donnée, on l'a cassée pour en faire une quinzaine d'entreprises. C'est ça la difficulté des entreprises. Et puis on parle de pléthore. Alors qu'à l'époque il y avait des études, des entreprises avaient un surplus de personnel précis mais un déficit d'un autre côté. Il fallait un redéploiement, un transfert, un travail rationnel. Et à chacune des quinze entreprises, il faut un staff, et on vient à parler de la pléthore dans l'administration. Il y a une entreprise qui a un matériel roulant et qui manque de matériel mobile, le manque constitue une charge, un problème. On ne dit pas qu'il faut fusionner les entreprises mais par exemple, pourquoi pas un regroupement, pour regrouper les moyens existants, les capacités, la matière grise... C'est ce qui manque aujourd'hui. Quand on réunit les

moyens, on réunit les conditions pour créer, et toujours dans le cadre de l'autonomie.

Il y a aussi ceux qui soutiennent que la réduction des charges est liée à la réduction de la pléthore ? Ce n'est pas vrai. Il y a un gaspillage. Deuxièmement, dans l'assainissement financier, il faut d'abord faire un bilan, le pourquoi du déficit, pas des "rapports bidons". A ce moment-là on trouvera la solution. C'est la réalité le terrain.

Avec l'assainissement on peut sauver pas mal d'entreprises par le biais du regroupement et le plus important est d'arriver à libérer réellement ces entreprises des contraintes. Ça ne sera pas facile mais c'est possible.

Et que compte faire l'UGTA dans ce contexte ?

D'abord, à propos du Gouvernement, je rappelle que suivant les premières déclarations sa mission est liée à la préparation des élections législatives. Par la suite, le Chef du gouvernement a dit que son Gouvernement n'était pas un grand ministère de l'Intérieur donc il a une mission, économique, sociale pour gérer le pays, en même temps, il parle de relance de l'investissement et des solutions aux problèmes économiques avec Hassi-Messaoud. On n'a pas réagi. Il y a des ministres qui parlent de privatisation, il y a cette affaire de For. Il y a deux discours. Le Trésor et la Banque d'Algérie. L'un affirme que l'or a été gagé et l'autre soutient qu'il a fait une bonne affaire. Il y a des contradictions quelque part dans le discours. Nous, on se pose des questions.

Vous comptez interpellier le Gouvernement ?

Oui. Avec les données actuelles, il est difficile de prendre position. Il y a beaucoup de contradictions. Comme quelqu'un qui veut aller à Oran ou Ouargla qu'il choisisse, mais pas les deux en même temps.

Donc, c'est en fonction des clarifications du Gouvernement que vous vous déterminerez. Mais en attendant, l'UGTA a-t-elle des contacts avec le Gouvernement ?

Il y a des contacts informels. D'ailleurs avec cette trêve qu'on a donnée (tout le monde l'a remarqué), l'UGTA est patiente. Pour le moment, on est patient dans le but de préparer une rencontre responsable. Il faut que tout le monde contribue pour le bien de l'Algérie et de l'Algérien, et en particulier du travailleur, du salarié. Nous sommes contre l'idée que le travailleur doit se sacrifier, au nom de la solidarité des travailleurs, que le moins pauvre aide le pauvre ? Il y a aussi la fiscalité concernant le secteur privé. Il faut pour éviter le malentendu, faire la séparation entre celui qui investit son effort, son argent dans le productif, et il y a le secteur privé parasitaire qui active dans la spéculation. Autre clarification concernant le secteur public qui (quoiqu'il dise certains) existe partout dans le monde et même aux Etats-Unis. Maintenant pour ce qui est des travailleurs, on ne peut pas leur demander indéfiniment de se serrer la ceinture. La ceinture est rompue. Il faut en acheter une autre, et pour en acheter une autre, il faut un pouvoir d'achat.

Samir BENSIDI

## SYNDICAT ISLAMIQUE : A l'épreuve du terrain !

Le pluralisme a vu naître quelques tentatives de créer des syndicats pour défendre les intérêts des travailleurs. Aucun syndicat n'a émergé au plan national de manière à tenir tête à la Centrale. Bien mieux, cette dernière, comme on l'a remarqué lors du congrès de la région-centre, a attiré en son sein des militants de plusieurs partis, parfois même de formations — pour qui la Centrale n'est qu'un appendice du pouvoir ou du FLN.

Le SIT, non reconnu en tant que tel, est de ceux qui aspirent à une large représentation. Son action s'est surtout manifestée avec la grève du FIS. Il attend son agrément des Affaires sociales. Cela ne devrait pas poser problème. Selon un des responsables, le problème est juste une affaire de local. En attendant, il a un siège provisoire. Le SIT, qui se structure, revendique une dizaine de lignes reconnues dans les différentes branches d'activités.

Son action pour la rentrée porte essentiellement sur la réintégration des travailleurs licenciés lors de la grève du FIS. Un responsable du SIT, notamment le président de la ligue des industries des travaux publics et de la construction, rencontré au siège provisoire, met l'accent sur la solution politique et globale. A ses yeux, les motifs qui ont justifié les licenciements sont irrécouvrables, ne serait-ce que, disent-ils, parce que le pouvoir n'a pas agi de la même manière lors de la grève de l'UGTA, organisée dans "le seul but de ramener une crédibilité à la Centrale".

Le SIT qui se prétend plus légitime compte poursuivre ses actions pour obtenir le règlement du problème des travailleurs licenciés. Les différentes structures entretiennent des contacts réguliers avec les pouvoirs publics. Notamment, le ministère des Droits de l'Homme et celui des Affaires sociales qui auraient promis de faire

le nécessaire. Un des responsables indique qu'un rapport complet est en préparation pour le président de l'Assemblée (APN). Parallèlement, le syndicat islamique compte réaménager sa plate-forme de revendications du 16 mai dernier en fonction de la nouvelle situation.

La plate-forme, la première de ce syndicat, se veut particulière à bien des égards. Le SIT revendique à titre d'exemple l'attribution d'une allocation-chômage égale au salaire de base d'un travailleur, et une pension d'une même valeur pour les femmes au foyer.

Quelques responsables du SIT évoquent pour la circonstance la préservation du pouvoir d'achat des travailleurs. Pourtant, une action des travailleurs contre la cherté de la vie n'a reçu que critiques de la part des milieux islamistes, pour qui la grève générale de 2 jours n'était qu'une action du pouvoir pour renforcer la crédibilité de l'UGTA.

Au SIT, on estime même que les travailleurs qui ont suivi ont été induits en erreur, mais on reconnaît, tout de même à la Centrale, l'intelligence d'avoir choisi le moment propice.

Les islamistes, selon des proches du mouvement, songeaient déjà depuis à une action de ce genre, mais, nous dit-on, l'UGTA a eu l'initiative.

Le SIT, que beaucoup considèrent comme un appendice du FIS, semble se "ranger". Ses lignes reconnues tentent de s'adapter à la pratique du dialogue avec les pouvoirs publics. De même que ses revendications, même "idéalistes", ne s'éloignent pas du monde du travail. Les derniers événements semblent avoir persuadé plus d'un dans les rangs islamistes que la stratégie de la confrontation n'est pas toujours payante. Alors agissons dans le cadre qui existe, même si par ailleurs on crie haut et fort notre rejet des principes de la Constitution qui permettent l'existence de ce cadre.

S.B